

ne dis pas que le gouvernement n'a pas fait d'efforts, je répète que ces efforts ont été nettement insuffisants. Alors invitons ce gouvernement à réagir en fonction de nos besoins.

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur le président, c'est avec empressement que j'appuie cette motion présentée aujourd'hui par l'honorable député de Rimouski (M. Allard), pour le Parti Crédit Social du Canada.

C'est avec empressement, car la situation économique, au risque de le répéter, est désastreuse. Désastreuse, et pourquoi? Je sens que tous les députés de l'opposition et du gouvernement ont la réponse. Je sens cela de façon très évidente. C'est pire qu'un drame économique, le chômage est une catastrophe sociale; l'honorable ministre des Finances (M. Chrétien) aura beau dire que la situation économique n'est pas désespérée, il amoindrit très fortement la réalité. Quelle sorte de gouvernement avons-nous actuellement? Il fait de la question constitutionnelle son cheval de bataille.

● (1742)

On voit de temps en temps un ministre qui montre du doigt les grands méchants à Québec. L'honorable ministre dit que la situation économique n'est pas désespérée, il a dit cela encore samedi dernier lors d'un souper aux huitres organisé par l'Association libérale de la circonscription de Hull,—ce n'est pas la circonscription «dull», mais c'est la circonscription de Hull. Cela a été repris par le journal *Le Droit* d'Ottawa du 21 novembre 1977. Le ministre des Finances a déclaré, et je cite:

La situation n'était pas encore désespérée.

J'espère bien qu'elle n'est pas désespérée mais au moins il faut commencer à y penser. Et il continue en disant qu'il avait fait un voyage en Israël et que selon lui, et je cite, en parlant des Israéliens:

Dans leur esprit, la terre promise serait vraiment le Canada.

J'aimerais bien rappeler au ministre que Israël est un pays en guerre et cela malgré la visite de Sadate. Je dirais, monsieur le président, qu'ici au Canada, dans un tout autre contexte, la situation est presque aussi désespérée que dans ces pays, peut-être pas de la même façon, mais pour certaines personnes qui sont en chômage depuis un an, la situation est aussi désespérée que dans ces pays. Pendant que certains mangent des huîtres, des milliers de travailleurs perdent leur emploi dans l'industrie de la chaussure, du textile, du vêtement et du meuble. Au moins si le ministre pouvait envoyer ses huîtres aux chômeurs, cela leur permettrait de se rassasier et de se gêner un peu.

Hélas, le gouvernement est trop pris par ceux qui ont le pouvoir à Québec, il est trop pris aussi par l'opposition officielle qui en veut à la Gendarmerie royale du Canada. Toute cette chasse aux sorcières est ridicule et n'arrange en rien nos problèmes économiques. La motion qui est présentée par le Parti Crédit Social du Canada aujourd'hui par mon collègue de Rimouski et que l'on étudie présentement reproche au gouvernement actuel qui est là depuis 1968 son manque de prévoyance et de leadership. Depuis 1968, la situation économique n'a cessé de se détériorer. Selon le rapport final de la Commission des prix et des revenus paru en 1972, le chômage était en 1969 de l'ordre de 4.6 p. 100 pour l'ensemble du Canada.

Pour la province de Québec, il était de 7.2 p. 100 et de 7.8 p. 100 pour les provinces Maritimes. En 1971, il y avait 6.4 p. 100 de chômage au Canada, dont 8.2 p. 100 dans la province

### Situation économique

de Québec et 9 p. 100 dans les provinces Maritimes. En octobre 1977, on notait 15 p. 100 de chômage à Terre-Neuve, presque 11 p. 100 dans la province de Québec et plus de 8 p. 100 pour l'ensemble du Canada.

Ces chiffres nous montrent une progression continue du chômage depuis dix ans. Cela fait dix ans que des signes d'une crise économique «perdurent» ou se font sentir.

Qu'a fait le gouvernement? En 1969-1970, il a laissé les banques canadiennes augmenter leur taux d'intérêt *prime rate* et ce d'une façon prohibitive, ce qui a eu pour effet d'augmenter le coût de la vie, d'augmenter le coût des maisons, des autos, des tracteurs, de la machinerie lourde, des inventaires de toutes sortes. Ce même gouvernement a, en 1971, adopté une loi sur l'imposition du capital, ce qui empêche énormément l'investissement à court terme.

Il a fait des investissements pour le développement régional qui n'ont pas donné les résultats escomptés. Il a fait une loi anti-inflation qui n'a pas donné elle non plus les résultats escomptés. Tout cela prouve que les méthodes économiques utilisées ne sont plus efficaces. Les méthodes d'intervention de Keynes, que les principaux pays capitalistes ont utilisées, ne sont plus efficaces.

Avant de parler de solutions possibles, rappelons la triste réalité actuelle. Prenons tout d'abord la situation dans l'industrie de la chaussure. Aujourd'hui, par exemple, j'aimerais rappeler à la Chambre que l'honorable ministre dans son discours nous a appris qu'il ferait une déclaration jeudi prochain dans le but d'améliorer l'industrie de la chaussure. Je l'en félicite et l'en remercie. Dans la circonscription de Richmond, nous étions très préoccupés par cette question et je crois que l'honorable ministre des Finances, avec le nouveau ministre qui nous vient du parti progressiste conservateur, mon honorable ami de Crowfoot (M. Horner), pourront résoudre ce problème.

Parce que les gouvernements n'ont pas su prévoir les importations massives de chaussure, de textile et de vêtement plus tôt cette année, l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce, aujourd'hui ministre des Finances, a réduit les importations de textile au niveau de celles de l'année 1975. Mais déjà en 1975 les importations avaient augmenté de plus de 40 p. 100 par rapport aux années précédentes. En ajoutant les contingents de cette année à ceux de 1975, le ministre n'avait fait qu'empêcher une détérioration pire pour les années à venir et encore là, nous n'en sommes pas certains.

Car le gouvernement n'a jamais voulu mettre le doigt là où était la racine du mal, il ne fait que frôler le problème sans aller en profondeur. Le gouvernement a-t-il peur de prendre ses responsabilités? Le gouvernement a-t-il peur des grands magnats financiers qui contrôlent tout, y compris le système politique? A juger son comportement, on dirait bien que oui. On ne demande pas au gouvernement de faire des miracles, on lui demande de prendre seulement ses responsabilités dans le système qui l'engraisse et qui continue de perturber notre économie. Que doit-on dire du gouvernement lorsque nous voyons une situation où les manufactures de produits textiles doivent fermer leurs portes? Non seulement l'industrie de la chaussure ne peut-elle faire concurrence sur les marchés extérieurs, mais elle voit son marché canadien envahi par les exportateurs étrangers dont les produits n'ont pas la qualité des produits canadiens. Dans plusieurs cas, les chaussures